

# LES **NOUVELLES** DE L'AGRICULTURE

#5

SPW | Éditions

TOUT SAVOIR

Agriculture



## UNE AGRICULTURE EN TRANSITION POUR ABORDER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**N**otre agriculture participe largement aux solutions exigées par le changement climatique ! Sa contribution, grâce à vos efforts, est déjà déterminante et doit être valorisée.

Les sols agricoles, tout comme les sols forestiers wallons d'ailleurs, constituent un stock majeur de carbone et doivent donc être préservés. Les techniques culturales simplifiées ou le non-labour, le maintien ou l'accroissement des surfaces en prairies permanentes ou encore l'agroforesterie sont quelques exemples de la possibilité d'agir encore à la réduction de l'empreinte carbone.

La gestion durable de l'azote permet de limiter les intrants et a donc un impact direct sur les émissions d'oxydes d'azote qui représentent une grande partie des émissions du secteur agricole ainsi que sur les émissions d'ammoniac.

Des cultures peuvent être dédiées à la production d'énergie renouvelable, comme les taillis à courte rotation ou le miscanthus. Les exploitations agricoles sont aussi de plus en plus intéressées par la biométhanisation des déchets et sous-produits fermentés ciblés en vue de produire un biogaz constitué en majorité de méthane qui peut être valorisé...

Je suis convaincu que nous pourrons tirer un bilan positif du travail mené en collaboration avec nos agriculteurs et tous les acteurs de terrain concernés. L'agriculture wallonne, dont nous sommes fiers et que nous voulons protéger dans un cadre européen difficile et un contexte international complexe, fait la preuve au quotidien de son implication positive et sociétale dans la problématique climatique.

**René Collin**

Ministre wallon de l'Agriculture

# LES NOUVELLES DE L'AGRICULTURE

N°5 – 1<sup>er</sup> semestre 2017

Les Editions du SPW

Magazine d'information semestriel  
de l'agriculture  
Édité par le SPW Agriculture  
Département du Développement  
Direction CREA  
Îlot St Luc  
Chaussée de Louvain 14  
5000 NAMUR  
Tél. 081 64 94 11



<http://agriculture.wallonie.be>

Le présent document a une valeur  
indicative et ne préjuge en rien de  
l'application des législations en la  
matière.

Editeur responsable :  
Brieuc Quévy, Directeur général

Photos :  
Jean louis Wertz.

Conception graphique et édition :  
Twogether

Transposition en langue allemande :  
Irmgard Drese



**UNE AGRICULTURE EN TRANSITION POUR  
ABORDER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES** p. 4-5

**NOUVELLES TECHNIQUES,  
NOUVELLES ESPÈCES** p. 6-7

**RENCONTRE  
RICHARD LAMBERT (MICHAMPS) :  
GESTION DES PRAIRIES,  
CULTURE ET ÉLEVAGE** p. 8-9

**GÉNÉRALISER LES VIGNOBLES  
EN WALLONIE, EST-CE POSSIBLE ?** p. 10

**L'AGROFORESTERIE OU 'COMMENT  
RÉCONCILIER AGRICULTURE ET FORÊT'** p. 11

**VIVRE SANS VIANDE,  
UNE FAUSSE BONNE IDÉE** p. 12-13

**RENCONTRE  
YVES BECKERS :  
LA PRODUCTION DE MÉTHANE A DIMINUÉ** p. 14-15

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE :  
NOMBREUX CHANGEMENTS  
DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JUIN** p. 16-17

**DETTES OU GESTION DIFFICILE...  
FINAGRI PEUT VOUS AIDER** p. 18

**BRÈVES** p. 19

n° vert 1718 – [www.wallonie.be](http://www.wallonie.be)







# UNE AGRICULTURE EN TRANSITION POUR ABORDER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**Deux modèles... L'un productiviste, l'autre familial. S'agissant d'agriculture, le discours ambiant se réduit souvent à l'un de ces modèles communément répandus et résumant, au risque de le caricaturer, le métier d'homme de la terre... Extraits choisis au sein du rapport<sup>(1)</sup> du 'Positive Economy Forum' (une réunion de 150 personnalités du monde économique et associatif œuvrant pour une vision davantage positive de l'économie). Extraits choisis donc :**

(1) *Construire le monde positif que nous voulons pour les générations futures à l'horizon 2030.* Positive Economy Forum. Le Havre 2015. Jacques Attali.

**L'**agriculture productiviste, qui repose sur l'utilisation d'intrants chimiques fabriqués à base de pétrole, ne s'inscrit pas dans une perspective durable. Elle a conduit à un appauvrissement des sols, à la pollution des cours d'eau et une perte de la biodiversité, compromettant la capacité des générations futures à vivre de la terre ».

Mais aussi : « Le développement d'une agriculture familiale, qui est aujourd'hui la forme la plus répandue d'agriculture, offre des perspectives prometteuses. Elle repose sur la transmission des terres et des savoirs de générations en générations. En ce sens, elle répond aux enjeux de long terme de l'économie positive et doit être encouragée ».

Entre ces deux visions, les agriculteurs des quatre coins du monde font vivre au quotidien des modèles aux contours bien plus nuancés. La Wallonie en est un exemple parfait, héritière qu'elle est d'une concep-



tion familiale du métier qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a adopté des principes de production intensive pour répondre aux impératifs d'alimentation de la population. Un exemple parfait mais loin de l'immobilisme. La Wallonie se proclame en effet davantage intéressée par la transition, par une 'agriculture écologiquement intensive'. Laquelle se définit comme un « mode d'agriculture qui vise à utiliser intensivement les mécanismes naturels et à amplifier le fonctionnement des écosystèmes pour assurer une production agricole abondante et de qualité tout en réduisant l'usage des matières non renouvelables et des intrants de synthèse ».

Tout un programme, justifié par les pressions économiques en tous sens : la mondialisation des marchés, les attentes sociétales liées au bien-être animal et à la préservation de l'environnement, la raréfaction des ressources non-renouvelables et l'indispensable adaptation aux changements climatiques.

La Wallonie en effet n'ignore pas que le climat actuel est sans doute le plus chaud qui ait sévi sur terre depuis dix millénaires, que la concentration en dioxyde de carbone est sans précé-

dent depuis un million d'années, qu'il sera extrêmement compliqué de limiter le réchauffement à 2 degrés, qu'il faut de plus en plus fréquemment faire face à des épisodes météorologiques inhabituels...

Il est communément établi en Belgique que le secteur agricole contribue à hauteur de 9 % aux émissions des gaz à effet de serre mais si l'on tient compte de l'ensemble de la chaîne de production des aliments (y compris donc la transformation du produit brut en portions consommables), le bilan s'élève à un quart des émissions. Le reste est la conséquence d'autres activités humaines.

L'agriculture aussi est la première à subir de plein fouet ces fameux changements climatiques tout en étant un des rares secteurs économiques à disposer d'une véritable marge de manœuvre pour les atténuer en stockant le carbone dans les sols et dans la végétation et en continuant à faire évoluer progressivement les pratiques.

Continuer à faire évoluer progressivement les pratiques... Voilà, pour le monde agricole wallon, la feuille de route

des prochaines décennies. Elle passe par des choix évidents (maîtriser la consommation énergétique, optimiser la fertilisation azotée,...) ou audacieux (simplification des techniques culturales, agriculture de précision,...). Elle passe aussi par des changements de spéculation (cultures intermédiaires, production de légumineuses pour réduire les intrants de synthèse) ou par des interventions sur le paysage (réintégration de l'arbre dans les systèmes agricoles, revalorisation de la prairie permanente). Elle passe enfin par une optimisation des pratiques d'élevage tout en préservant la rentabilité.

Simple évolution ou transition maîtrisée ? Chacun choisira sa version, en fonction notamment de son passif. Beaucoup d'ailleurs agissent déjà depuis de nombreuses années, avec un impact réel sur l'environnement. Dans ces conditions, l'agriculture écologiquement intensive peut devenir une véritable opportunité.

## CHERCHER ET PUIS CHANGER

Pour mener à bien ses objectifs, le Gouvernement a adopté la procédure de construction du Plan triennal de recherche, ainsi que les objectifs stratégiques et opérationnels du projet de plan triennal de recherche agronomique. Il est placé sous la coordination du Centre wallon de recherche agronomique (CRA-W) et doit bénéficier à l'ensemble de la filière (les secteurs agricole, horticole, sylvicole, de l'élevage et de l'agroalimentaire). La cohérence du processus est garantie par un Comité de Concertation et de Suivi de la recherche Agronomique (CCRSA) composé de la Direction générale de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, de l'UCL, de l'ULB, de l'ULg, de l'AWE ainsi que du CER. Le CCRSA déterminera les axes prioritaires de recherche.

Le ministre de l'Agriculture souligne : « l'importance de la recherche agronomique qui permet la réalisation d'objectifs transversaux tant d'un point de vue économique, en améliorant l'efficacité de nos exploitations, que sur un plan environnemental en maîtrisant les risques liés à la production animale ou végétale par de larges perspectives de diminution de l'utilisation des intrants. Elle permet de lutter également contre le gaspillage de manière générale et d'améliorer le bien-être et la qualité de vie des agriculteurs ».

# NOUVELLES TECHNIQUES, NOUVELLES ESPÈCES

**Restons sérieux, nous ne sommes pas prêts de planter des oliviers sous nos latitudes. Par contre, lentement mais sûrement, l'agriculteur wallon adopte des méthodes de travail et plante des variétés davantage en phase avec le réchauffement climatique. Petit tour – non exhaustif – de la question.**

## MAÏS

Le secteur – notamment le Centre indépendant de promotion fourragère, CIPF – travaille tous azimuts pour adapter au mieux la culture de maïs aux spécificités des différentes régions agricoles de Wallonie. S'agissant du centre du pays, « alors qu'il y a deux décennies, l'enjeu était d'obtenir une maturité suffisante, nous sommes amenés dans les années telles que 2014 et 2016 à gérer des problèmes de surmaturité. Durant le superbe mois de septembre 2016 par exemple, les maïs ont pris quatre à six points de matière sèche en une semaine alors qu'ils n'en prennent que la moitié habituellement », indique Guy Foucart, chercheur au CIPF. « Jusque 420 mètres d'altitude, nous cherchons à y implanter des variétés plus précoces pour gagner en maturité et en conservation dans le silo. Au-delà de 450 mètres par contre, nous ne conseillons pas cette culture. De manière générale, on constate néanmoins une extension des zones de Wallonie où on peut obtenir une maturité et un rendement suffisants ». Cultiver du maïs sous nos latitudes est aussi possible dans l'optique d'une récolte en grains humides (pour l'alimentation des porcs) ou en grains 'secs' (qui

suppose toutefois toujours un processus de séchage). Quoi qu'il en soit, en sélectionnant les variétés les plus adaptées, on augmente le rendement, la précocité et donc, en fonction des années, on réduit les frais de séchage.

Enfin, les chercheurs du CIPF soutenus par le SPW Agriculture, se sont penchés depuis plusieurs années sur une amélioration des techniques culturales. Objectif : lutter contre les conséquences des pluies et orages printaniers lorsque le sol est encore pratiquement nu. A cet effet, le CIPF a mis au point un équipement de préparation du sol qui comprend une rotative, un rouleau antiérosif et un semoir à disques. La technique permet de créer des creux et diguettes dans l'interligne. De quoi retenir et valoriser les pluies au bénéfice de la plante tout en évitant l'entraînement des sédiments vers le bas et la formation de coulées boueuses. « En moyenne, on réduit le ruissellement de 65 % et l'érosion de 85 %. Le tout sans compter moins d'entraînement de matières fertilisantes et de produits phytosanitaires vers le réseau hydrographique », précise Guy Foucart.

## POMMES DE TERRE

Peu de modifications variétales dans ce secteur. « On notera tout de même, explique l'ingénieur Jean-Louis Rolot du Centre wallon de Recherches Agronomiques, la recherche constante de variétés plus résistantes aux stress de chaleur, notamment pour la Bintje très sensible au phénomène de repousse ». Recherche aussi – c'est un leitmotiv dans nos régions pour la pomme de terre – de variétés toujours plus résistantes au

mildiou : « quand on parle de changement climatique on ne pense pas toujours 'périodes humides'. Or elles restent fréquentes sous nos latitudes. Il est donc essentiel de chercher des variétés plus résistantes au mildiou. »

Pomme de terre est également synonyme de nouvelles techniques culturales. Comme pour le maïs, il est important de réduire l'érosion consécutive aux pluies printanières sur sol nu. La Fiwap (Filière wallonne de la pomme de terre) a contribué à la mise au point d'un outil de culture permettant le 'cloisonnement des interbuttes'. L'objectif, selon Pierre Ver Eecke de la Fiwap est de créer des obstacles dans les interbuttes pour empêcher que l'eau ne s'écoule dans les bas-fonds et ne quitte la parcelle. Pratiquement, on crée des amas de terre dans les interlignes, environ 10 000 à l'hectare. « Le secteur est très conscient du problème et veut restaurer son image. Cet outil est une aide très intéressante. On estime qu'environ 10 000 hectares de cultures sont déjà protégés (une progression de 1 000 % sur cinq ans) de cette manière en Wallonie, soit un hectare sur quatre. »

## BETTERAVE

Pas ou peu de stress lié au changement climatique mondial pour la filière de la betterave... « Alors que les pays du sud de l'Europe sont fortement impactés par le réchauffement – ce qui nécessite de recourir à l'irrigation – nos régions plus humides restent très aptes à produire de la betterave, assure André Wauters, chef de projet à l'IRBAB (Institut Royal Belge pour l'Amélioration de la Betterave).



Nous resterons toujours une région de prédilection pour cette culture». Ce qui ne veut évidemment pas dire que le secteur est insensible à ce qui se passe au-dessus de notre tête. Ainsi, la priorité du moment est de lutter contre la propagation de maladies nouvelles. La cercosporiose par exemple, arrivée dans nos contrées alors qu'elle n'impactait que le sud de l'Europe, mais aussi la rhizomanie qui a envahi les cultures depuis les années 1990 et dont on observe aujourd'hui des mutations du virus. Concomitamment, alors que les semis peuvent être plus précoces, la science cherche à identifier des variétés résistantes à la montée en graine. A identifier également, des techniques de conservation de la racine durant la période qui sépare la récolte du traitement en sucrerie. Dans ce cas, ce sont les automnes plus chauds et les hivers plus rigoureux qui s'invitent à l'agenda des chercheurs.

### QUINOA

Quatre millénaires au compteur de l'histoire de l'humanité... Mais seulement quatre ans si l'on examine ce compteur par le petit bout de la lorgnette... En 2013, alors que l'ONU célèbre l'année internationale du quinoa, l'ingénieur agronome François Gilbert de Cauwer clôture, lui, un mémoire sur l'implantation de cette culture en Belgique. « La conclusion de celui-ci était positive, les variétés hollandaises étaient tout à fait capables de s'adapter au sol belge, indiquent les promoteurs réunis sous l'appellation Quinobel ([www.quinobel.be](http://www.quinobel.be)). En 2015, ce fut la première production conventionnelle de quinoa en Flandre et en Wallonie pour obtenir du Quinobel ». Jusqu'il y a peu cantonnée en Amérique du Sud, cette culture s'implante désormais dans de nombreux pays d'Europe dont quelques dizaines d'hectares en Wallonie. On parle à son égard de pseudo-céréale : bien qu'elle en soit

visuellement proche, ce n'est pas une céréale mais plutôt une chénopodiacée, comme d'ailleurs la betterave et l'épinard. Récolté en graines avec une batteuse classique à blé, le quinoa permet de diversifier, et les assiettes des consommateurs, et les pratiques agricoles traditionnelles. Ses adeptes ne lui trouvent que des avantages : culture simple, très bonne réponse à la fertilisation, absence de gluten, haute teneur en vitamines, en minéraux et en fibres... Le tout dans le respect d'une charte où le développement durable occupe le plus souvent une place centrale.

## L'AGRICULTURE DE CONSERVATION

Couverture des sols, non-labour et diversification des cultures... Tels sont les trois ingrédients de 'l'agriculture de conservation' dont beaucoup parlent. L'idée de semer sous un couvert végétal permanent s'est développée aux Etats-Unis dans les années 1930 après que l'érosion hydrique et éolienne ait dévasté des régions entières. Cette manière d'agir suppose l'emploi de machines spécifiques mais protège le sol et permet de gérer les adventices consécutifs à l'absence de labour.

Ce second pilier de l'agriculture de conservation permet de se passer de mécanisation lourde tout en générant des gains de temps et d'énergie. Ensuite, les couverts doivent pouvoir vivre en symbiose avec les cultures principales diversifiées sans pour autant les étouffer.

Un exercice d'équilibriste qui, quand il est réussi, contribue à l'idéal 'agro-écologique' prôné aujourd'hui par la FAO.



# « LA PRAIRIE EST UN PUIT DE CARBONE MAIS CE N'EST PAS UN PUIT SANS FOND ! »

Elle est aussi vieille que le monde... remonte à tout le moins à cette époque où nos ancêtres agriculteurs-éleveurs se sont sédentarisés. La prairie, parfois considérée comme désuète, acquiert peu à peu un statut de patrimoine naturel à une époque où les préoccupations environnementales disputent la vedette aux impératifs de rentabilité. Puits de carbone, régulateurs des eaux de surface, garde-manger des filières d'élevage de ruminants... la prairie est tout cela à la fois. Richard Lambert, chercheur à l'Earth and Life Institute de l'UCL et directeur du Centre Agri-environnemental de Michamps évoque pour nous l'attention à accorder à cet élément essentiel de l'agriculture wallonne.

## Certains chercheurs évoquent une diminution des surfaces consacrées aux prairies permanentes ou temporaires, exact ?

RL : « Il faut relativiser les choses, distinguer les passés proche-lointain mais aussi selon les régions. Au cours de la dernière décennie, la superficie en herbe est restée quasi identique avec 2 % de diminution en Région Wallonne. Mais on observe une transformation importante de prairies permanentes en prairies temporaires. Le recul des prairies risque de s'accroître avec la crise de l'élevage, les agriculteurs ont tendance à valoriser autrement leurs terrains disponibles. Cela étant, il existe des garde-fous qui prévoient des obligations de restauration dans le cas où le ratio des prairies permanentes sur la SAU diminuerait de plus de 5 % annuellement. »

## Et pour le passé plus lointain ?

RL : « À l'échelle de plusieurs décennies, dans certaines régions qui se sont spécialisées dans l'élevage bovin pour le lait ou la viande, les surfaces consacrées à la prairie sont parfois plus élevées qu'il y a un demi-siècle, c'est le cas de l'Ardenne par exemple. Mais effectivement, dans la grande majorité des régions, on a perdu de nombreux hectares de prairies, surtout dans les régions qui se sont spécialisées dans les grandes cultures. »

## Qu'est-ce que cela dit en chiffres ?

RL : « Au niveau de la Wallonie, en un demi-siècle, on a perdu environ 25 % de la superficie de prairies permanentes mais suite à une légère augmentation des prairies temporaires, la perte

de superficie des surfaces en herbe est de 20 %. Néanmoins, la prairie reste très présente dans notre paysage. C'est même la culture principale avec 48 % de la superficie agricole wallonne dont 2/3 de prairies permanentes. C'est 10 % de plus que la moyenne européenne. Résultat des courses, en Ardenne actuellement 80 % de la surface agricole utile (SAU) est consacrée à la prairie. En Haute-Ardenne et en région herbagère liégeoise on dépasse même 90 %. Par contre en région limoneuse, on est en-dessous de 20 % de la SAU. »

## L'heure est-elle venue pour rendre à la prairie ses lettres de noblesse ?

RL : « Elle retrouve en tout cas une place de choix. On parle beaucoup d'autonomie fourragère aujourd'hui. Suite à des années particulières au niveau climatique – sécheresse – suite aussi à la volatilité des marchés, les aliments du commerce sont devenus parfois très chers, mettant en péril l'équilibre financier des exploitations. Dans ce contexte, les agriculteurs cherchent fort logiquement à retrouver une autonomie plus importante via la production d'aliments (maïs, céréales...) mais aussi de fourrages à base d'herbe. À cet égard, l'herbe ensilée, séchée ou pâturée retrouve tout son intérêt. L'herbe pâturée est l'aliment le plus économique. Le pâturage donne aussi une meilleure image au niveau bien-être animal et qualité des produits. Des études montrent d'ailleurs que l'herbe comme aliment de base améliore la qualité nutritionnelle du lait par exemple. »

## Sans compter les avantages collatéraux...

RL : « Ils sont nombreux. Par exemple, dans une prairie on peut associer différentes espèces dont des légumineuses comme les trèfles, la luzerne... Le principal intérêt est de fixer l'azote de l'air et apporter ainsi de l'engrais tout à fait gratuitement. Cela donne également un fourrage plus riche en protéines produit de façon respectueuse de l'environnement, ce qui permet de diminuer le recours au soja qui est importé et souvent responsable de déforestation.



La prairie joue également un rôle fondamental dans le cycle de l'eau et la protection des sols. En période hivernale par exemple, les pluies s'infiltrent davantage dans le sous-sol, contribuant ainsi à mieux recharger les nappes phréatiques. A contrario, un sol nu favorise l'érosion et le ruissellement directement vers la rivière. De plus, la prairie peut pomper les nitrates et évite ainsi leur percolation dans les eaux souterraines.

Pour le surplus, on notera qu'une prairie requiert très peu d'intrants phytosanitaires de type herbicide et pas de fongicide ou d'insecticides. Sans compter que son intégration dans une rotation permet de rompre le cycle des maladies et adventices tout en apportant de l'azote via les semis de légumineuses pour les cultures qui suivront. Enfin, elle contribue aussi à la lutte contre le réchauffement climatique, ainsi qu'au maintien de la biodiversité et à la beauté des paysages. La prairie est un puits de carbone, le sol y est nettement plus riche en humus que celui d'une terre mise en culture annuelle. Cela étant, il faut quelque peu relativiser les choses : le stockage du carbone est limité, après quelques décennies la prairie atteint un équilibre et n'en fixe plus davantage. Le maintien des prairies est donc intéressant d'un point de vue écologique mais à long terme il ne permet certainement pas de justifier l'immobilisme sur la consommation d'énergie fossile. La prairie est un puits de carbone mais ce n'est pas un puits sans fond ! »

### Que se passe-t-il lorsqu'on laboure une prairie...

**RL :** « Les grandes quantités de carbone et d'azote qui étaient stockées sont libérées en quelques années sous forme de CO<sub>2</sub> et nitrate. Cela peut être problématique pour la qualité de l'eau notamment car le nitrate libéré risque d'aboutir dans les nappes phréatiques. »

### La conçoit-on aujourd'hui comme il y a 20 ou 30 ans ?

**RL :** « Il faut désormais s'adapter au réchauffement du climat et à la volatilité des marchés. Les systèmes fourragers traditionnels ne sont pas bien adaptés aux stress hydriques de plus en plus fréquents. Le ray-grass anglais et le maïs qui constituent la base de nos systèmes fourragers sont très sensibles à la sécheresse. Le ray-grass ne supporte pas non plus les températures élevées et sa production s'en trouve fortement diminuée. Il faut aussi chercher à augmenter l'autonomie des exploitations pour être



**RICHARD LAMBERT (MICHAMPS)**

moins impacté lorsque les prix des aliments et des engrais s'envolent. Aussi, et c'est une des missions de notre centre, il est important de tester de nouvelles espèces mieux adaptées et chercher à mettre au point des systèmes plus résilients et durables. »

### D'aucuns regrettent les prairies fleuries d'antan...

**RL :** « Les systèmes agricoles ont changé. La production et la qualité nutritive des prairies actuelles se sont fortement améliorées. Cependant il est nécessaire de préserver des endroits où ces prairies fleuries peuvent être maintenues et se développer car elles remplissent des missions pour la pollinisation, la qualité des paysages, la biodiversité... Elles correspondent parfaitement aux objectifs de Natura 2000 et entrent dans les mesures agro-environnementales. »

### Une dernière réflexion ?

**RL :** « La prairie est la base de l'alimentation des ruminants et devrait le rester. Si demain les appels à la réduction de consommation de viande portaient massivement leurs fruits, les prairies seraient remplacées par d'autres cultures et l'on perdrait le grand intérêt écologique qu'on leur attribue. D'autre part, les ruminants produisent du lait et de la viande, mais aussi des engrais de ferme qui sont nécessaires pour maintenir la fertilité des terres de culture. La production de viande et de lait à partir de l'herbe respecte l'environnement. »

# LE RETOUR DES BULLES EN WALLONIE

Sous nos latitudes, un réchauffement, même de quelques dixièmes de degré, autorise désormais des spéculations qu'on n'osait pas imaginer dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. La viticulture est de celles-là.



**S**oyons de bon compte, toutes les bouteilles n'ont pas l'allure de grands Bordeaux. Il n'en demeure pas moins que certains vignerons belges sont capables aujourd'hui de rivaliser avec les belles appellations de régions voisines. C'est l'envie d'originalité - certains diront le pari fou de quelques pionniers - qui a offert au vignoble wallon ses lettres de noblesse. Le réchauffement climatique - avec l'allongement des belles saisons ne serait-ce que de quelques jours - a fait le reste.

Une précision toutefois : ses lettres de noblesse, le petit vignoble wallon les a en fait récupérées... du passé. On ne sait pas grand-chose sur la qualité de sa production mais on sait que la vigne était présente dans nos régions au Moyen-Age. On sait aussi qu'au 17<sup>e</sup> siècle on comptait une cinquantaine de vignerons dans la région de Huy. On sait enfin que les conditions climatiques des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles ont décimé la viticulture régionale. Ce n'est que dans les années 1950 que quelques pionniers ont remis le couvert en région liégeoise.

Plus récemment, au début des années 1990, un nouveau départ a été donné avec l'investissement conséquent consenti par le business angel Pierre Rion et ses deux associés François

## QUELQUES CHIFFRES

# 100

**Quelques centaines de bouteilles dans les années 1990... Plus d'un million actuellement... dont 60 % vinifiées en 'effervescent'**

# 115

**On compte aujourd'hui environ 115 hectares de vignes en Wallonie dont une bonne moitié sous appellation d'origine contrôlée : d'une part les AOC 'Côtes de Sambre et Meuse', AOC 'Crémant de Wallonie' ou AOC 'Vin mousseux de Wallonie', d'autre part l'indication géographique protégée 'Vin de pays des jardins de Wallonie'.**

# 100 000

**La Wallonie a octroyé un subside de 100 000 euros à l'asbl 'Association des vignerons de Wallonie' pour assurer la promotion du vin wallon dans les foires, salons etc. Une promotion qui passe aussi par une opération 'Week-end découverte des vignobles et brasseries de Wallonie' et, ça commence à se faire, par le choix de bouteilles 'made in Wallonia' dans les événements officiels.**

Vercheval et Etienne Rigo. Pour les spécialistes du secteur, cette création d'un vignoble de quatre hectares dans le Brabant wallon, a sonné comme le point de départ du renouveau, comme le signe qu'il était à nouveau permis de rêver...

Depuis une quinzaine d'années, d'autres noms sont venus rejoindre les disciples de Bacchus, confortant au passage la professionnalisation de l'activité : Philippe Grafé (Namur), Jeannette Vandersteen (Lustin), Jean-François Baele (Bovesse), Raymond Leroy et ses fils (Haulchin)... Ces derniers ont tracé dans le vignoble wallon une route que les pionniers n'imaginaient pas mais qui tombe désormais sous le sens : le terroir et le climat favorisent la production de vins effervescents. Comme en Champagne ? L'usage de l'appellation est interdit en dehors de cette région de France mais les cuvées Ruffus en 'méthode traditionnelle' qui sortent du domaine des Agaïses ont commis l'exploit de se classer à plusieurs reprises parmi les meilleurs vins effervescents du monde...

De-là à faire de la vigne 'la' diversification à ne pas manquer ? Pourquoi pas mais il faudra du temps (plus que pour d'autres spéculations), de l'argent (idem) et, immanquablement, des terres particulièrement bien exposées.

# L'AGROFORESTERIE OU 'COMMENT RÉCONCILIER AGRICULTURE ET FORÊT'

**Bien plus qu'une mode, l'agroforesterie permet de recréer des synergies entre terres agricoles et sylviculture. Ses adeptes alignent les bénéfices: réduction des pesticides, apport d'engrais naturels, lutte contre l'érosion, amélioration de la biodiversité et, surtout, capacité de capter durablement du carbone. Olivier Baudry, secrétaire de l'AWAF (association pour la promotion de l'agroforesterie en Wallonie et à Bruxelles) le confirme avec d'autres chiffres: «Voici quatre ans, seuls 10 % des agriculteurs savaient de ce dont on parlait. Aujourd'hui, j'ai la conviction que 90 % des professionnels sont dans ce cas».**



Ce n'est pas pour autant qu'il suffit de planter quatre arbres au coin d'une prairie pour que le geste entre automatiquement dans cette catégorie. «Peu d'agriculteurs connaissent la pratique, et c'est bien normal puisque ces dernières décennies on a fortement segmenté agriculture et forêt. Il faut aujourd'hui (ré)apprendre à reconnaître et connaître les espèces. Il faut surtout bien réfléchir à la conception d'un projet car en agroforesterie on est dans une logique de long terme – 30 à 35 ans – on ne peut donc pas faire ou défaire chaque année».

Préparer son projet c'est d'abord comprendre la philosophie de ces pratiques, c'est-à-dire recréer des synergies entre cultures/prairies et arbres au bénéfice de l'environnement, de la diversité paysagère et de la culture elle-même.

Penser synergies, c'est se projeter dans un système où l'arbre pousse rapidement car il bénéficie d'une meilleure exposition au soleil qu'en forêt tout en 'profitant' des engrais apportés aux cultures sur lesquelles il se développe ainsi que de la meilleure qualité du sol (en comparaison avec la forêt). Se projeter aussi dans un système où les cultures bénéficient d'une ombre salvatrice en

cas de forte chaleur, de la présence d'auxiliaires amateurs de pucerons ou acariens (oiseaux, insectes...), de l'effet brise-vent, des apports organiques consécutifs à la chute des feuilles, etc. Pour que cela fonctionne, le mariage doit être le mieux préparé possible, le projet doit être parfaitement calibré pour répondre aux attentes individuelles de l'agriculteur: simple production de bois d'œuvre, structuration du paysage, amélioration de la biodiversité, lutte contre l'érosion, motifs cynégétiques ou constitution d'un patrimoine. «Ce choix conditionnera fortement l'étendue et le type de projet, précise Olivier Baudry. Il faut également tenir compte de l'orientation (pour bien doser l'ombre), de la région, de la destination de la ressource ligneuse produite (bois d'œuvre ou bois-énergie)... «Alors, et alors seulement, on fera un choix entre plantation de haies, plantation de hautes tiges en bordure, plantation en ligne au sein même de la parcelle, installation de taillis linéaires... Un choix aussi entre merisier, érable, chêne, tilleul, noyers...».

Après ce ne sera plus qu'une question de temps: 30 à 35 ans pour une récolte de bois, mais quelques années seulement pour un effet bénéfique sur les cultures voisines.

## EN BREF

### UN PROJET INTERREG 'FORÊT PRO BOS'

L'ASBL AWAF est partenaire du projet Interreg 'Forêt Pro Bos'. Il poursuit un objectif de gestion durable de la filière courte du bois en Wallonie, en Flandre et dans le Nord de la France. Il fait partie du portefeuille de projets Interreg V France – Wallonie – Flandre FeelWood.

Les missions de l'AWAF permettront à la fois d'améliorer la connaissance des ressources ligneuses existantes en forêt et hors forêt mais également de dynamiser et valoriser le développement de la filière. C'est

dans ce cadre que l'AWAF peut vous conseiller pour créer votre projet agroforestier. [www.awaf.be](http://www.awaf.be) ou 0499 16 46 10.

### SUBVENTIONS

D'importantes subventions couvrent les projets agroforestiers (jusqu'à 90 % des dépenses). Une nouvelle législation relative à l'octroi de subventions pour la plantation de haies, alignement d'arbres, vergers et taillis linéaires est entrée en vigueur le 9 octobre 2016. Détails sur [biodiversite.wallonie.be](http://biodiversite.wallonie.be)

# VIVRE SANS VIANDE, UNE FAUSSE BONNE IDÉE

**Quarante jours sans viande qu'ils disaient... Quarante jours pour soutenir nos agriculteurs, a répondu la Fédération wallonne de l'Agriculture... Quarante jours et plus de produits locaux, a en quelque sorte renchéri l'Apaq-W. Arguments scientifiques à l'appui, on est aujourd'hui en mesure de faire le tri entre le vrai et le faux, entre les pressions du lobby anti-viandes et les intérêts du monde rural. «Argumenter en faveur du végétarisme en utilisant l'argument de l'impact environnemental n'est ni correct, ni acceptable en Wallonie», assure Marie-Laurence Semaille, spécialiste de ces questions à la Fédération wallonne de l'Agriculture. Petit tour du problème à travers cinq idées reçues et... démontées à l'intention de ceux qui ont envie de les diffuser...**

## 1. UNE ALIMENTATION LARGEMENT IMPORTÉE...

### Faux !

La quasi-autonomie alimentaire est une réalité dans le secteur de l'élevage. Chez un bovin viandeux, la base de la ration est constituée de fourrages dont principalement de l'herbe fraîche ou ensilée ou de

maïs (environ 80 % de la ration). Le reste est composé de céréales produites localement, de coproduits de l'industrie alimentaire (pulpe de betterave etc.) et, pour une part très réduite (6 %), d'aliments concentrés (à base, le plus souvent, de céréales indigènes, de tourteaux de soja importé (sous-produit de l'industrie alimentaire) ou d'oléagineux produits localement. De plus, depuis 2006, les fabricants belges d'aliments composés sont impliqués dans la RTRS (round table responsible soy) qui certifie que le soja n'est pas issu de régions en déforestation.

## 2. SOURCE DE DÉFORESTATION...

### Faux sur le plan régional !

On l'a vu, en Wallonie, l'élevage est intimement lié à l'herbe. Dans les zones non cultivables, comme en Ardenne, les prairies sont les seules spéculations possibles. Les ruminants (bovins, ovins et caprins) sont les seuls capables de transformer l'herbe en lait et en viandes de qualité. Invoquer la déforestation (qui suppose de remplacer la forêt par des cultures d'aliments pour bétail ainsi que le dénonce l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO) a du sens sur le plan mondial mais c'est une ineptie au niveau belge. Or, on sait que l'essentiel de la viande consommée en Belgique est... belge. Manger de la viande d'origine locale ou régionale

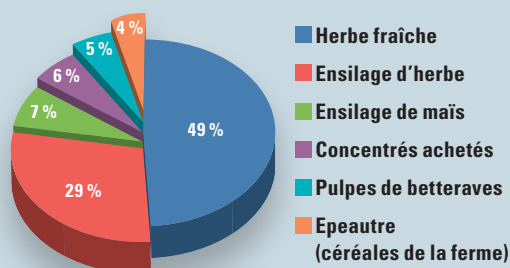
c'est avant tout favoriser le circuit court cher aux défenseurs de l'environnement. Il faut également noter que la prairie couvre près de la moitié du territoire wallon et que, dans certaines parties de la Wallonie, c'est la seule valorisation agricole possible.

## 3. D'IMPORTANTES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE...

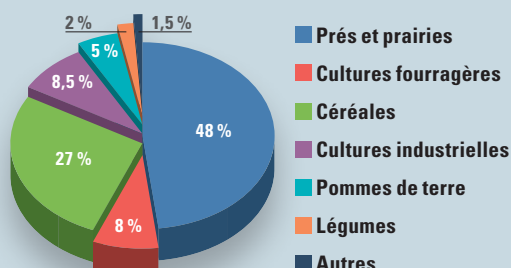
### Vrai et faux !

Selon la FAO, le secteur de l'élevage serait responsable de 14,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il est exact en effet que durant la rumination, les vaches produisent d'importantes quantités de méthane, lequel participe au phénomène d'effet de serre. Toutefois, ces données doivent une nouvelle fois être nuancées à l'échelle de la Wallonie et de sa production viandeuse intimement liée aux prairies. Les professeurs Marc Aubinet et Yves Beckers (Gembloux Agro-Bio Tech) ont mené de longues études sur ces questions. Il en ressort notamment qu'une vache allaitante qui pâture émet 43 kg de méthane par an, soit l'équivalent d'une voiture neuve roulant 10 000 km/an (les animaux digèrent l'herbe grâce à certaines bactéries de leur système digestif, le méthane qui résulte de ce processus est rejeté dans l'atmosphère par les voies respiratoires supérieures, ce sont les 'rots' des bovins).

Ration type pour bovin viandeux



Répartition de la surface agricole utile en Wallonie





## LA VIANDE WALLONNE EN QUELQUES CHIFFRES

**70 %**

des producteurs wallons  
détiennent des animaux

**9 000**

éleveurs bovins en Wallonie

Près de

**50 %**

du territoire wallon est constitué  
de prairies

**114**

grammes, c'est la consommation  
de viande (toutes les viandes,  
y compris les charcuteries et la  
viande dans les plats préparés)  
par habitant et par jour

Actuellement en Belgique,  
sur trois ans, on a réduit la  
consommation de viande de bœuf de

**20 %**

On consomme moins de

**90**

grammes de bœuf par semaine !  
Par contre, la consommation de  
plats préparés explose.

**2 400**

on compte 2 400 salariés dans les  
filiales viandes en Wallonie

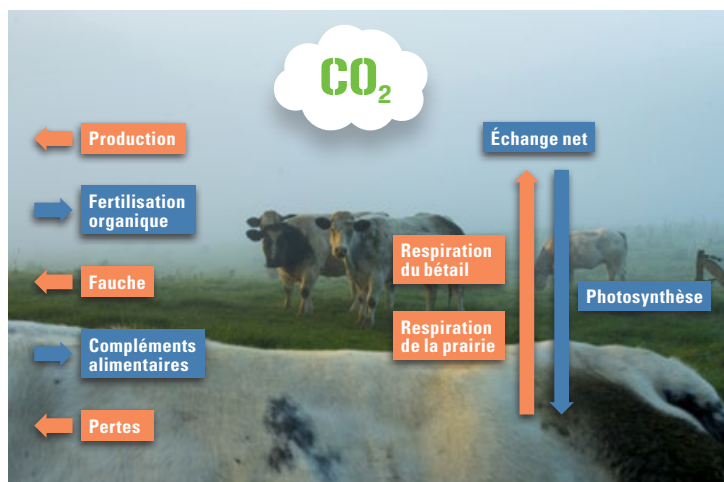
**70 %**

c'est la ration moyenne en herbe de  
la ration bovine mais l'autonomie  
alimentaire peut atteindre 100 %

**6 milliards**

c'est le chiffre d'affaires des filiales  
viandes en Belgique

(Sources : Cellule Info Viandes)



A contrario, il ne faut pas perdre de vue que les prairies associées à l'élevage agissent comme puits de carbone (elles absorbent du  $\text{CO}_2$ ). Ainsi, assure la cellule Info Viandes sur base de cette étude, « la prairie a la capacité d'absorber 1,6 tonne de carbone par hectare, ce qui compense les émissions de cinq bovins viandeux. Sachant qu'en Wallonie la législation autorise maximum cinq bovins à l'hectare, et qu'en moyenne, ils ne sont que 2,5 par hectare, on peut affirmer que les prairies compensent en grande partie les gaz à effet de serre des élevages wallons ». Nonobstant d'autres émissions de gaz à effet de serre (notamment le protoxyde d'azote venant du stockage des effluents ou le  $\text{CO}_2$  produit par la respiration du bétail et de la prairie), il est incontestable que la prairie permet de stocker d'importantes quantités de carbone. Une disparition progressive de l'élevage aurait des conséquences environnementales désastreuses : elle impliquerait la destruction des prairies (pour faire place à d'autres spéculations) et le rejet brutal dans l'atmosphère du carbone stocké depuis des décennies.

### 4. UN KILO DE VIANDE = 15 000 LITRES D'EAU CONSOMMÉE...

#### Faux.

Les études les plus pessimistes chiffrent la consommation d'eau au kilo de viande produite à 15 000 litres. Possible ? Possible si l'on tient compte de l'eau de pluie tombée sur les prairies. C'est ce qu'on appelle 'l'eau verte'. Une eau en

fait qui tomberait même si les animaux ne pâturaient pas... Il est donc illogique de l'ajouter à la pression que met l'élevage sur le stock d'eau disponible. En réalité, produire localement un kilo de viande de bœuf implique la consommation d'environ 50 litres d'eau (abreuvement, nettoyage, production d'aliments...). Il est utile de préciser au passage qu'en Wallonie les prairies et les cultures fourragères ne sont pas irriguées !

### 5. ON CONSOMME TROP DE VIANDE Vrai et faux.

L'OMS a annoncé voici quelques mois le classement de la viande rouge et de certaines préparations à base de viande dans la catégorie 'potentiellement cancérigène'. Le secteur agricole wallon y a vu une atteinte au métier d'éleveur. Selon lui, c'est d'abord une question de modération dans le cadre d'une alimentation équilibrée comme d'ailleurs pour toute une série de produits alimentaires. « La viande rouge, et notamment la viande bovine, porcine ou ovine, concentre un grand nombre de nutriments essentiels à la santé humaine : protéines, acides aminés, zinc, vitamine B12... sont présents en plus grande quantité dans la viande rouge que dans tout autre aliment », assure Marie-Laurence Semaille, conseillère au service d'études FWA. « Déclarer que la viande rouge est potentiellement cancérigène sans y adjoindre ces informations est dangereux : supprimer la viande, et a fortiori la viande rouge, de son alimentation, peut mener à d'importantes carences. »

# YVES BECKERS : LA PRODUCTION DE MÉTHANE A DIMINUÉ



**Yves Beckers, professeur à Gembloux Agro-Bio Tech (Université de Liège) a fait de la production de méthane en agriculture un de ses thèmes de recherche de prédilection. A force d'arguments scientifiques – et pas simplement émotionnels – il pose le problème, le nuance sans le nier et propose des pistes aux agriculteurs qui souhaitent agir.**

## **Les chiffres de production de méthane liés à l'agriculture sont-ils réalistes ?**

**YB :** « Les chiffres sont là, avec de grandes variabilités entre les études, mais les ordres de grandeurs ne sont pas contestables. Nos ruminants produisent du méthane mais, faut-il le rappeler, les bovins 'ne le font pas exprès', c'est un processus naturel qui n'a rien à voir avec un dysfonctionnement de la digestion. Quand on demande à un tube digestif de valoriser la cellulose par fermentation (en l'absence d'oxygène), il y a automatiquement production de méthane. On retrouve ce phénomène dans tous les processus de digestion de matière organique en l'absence d'oxygène : dans le rumen des bovins, dans le gros intestin d'autres animaux ou de l'homme, dans les marais, les rizières... Ce n'est donc pas propre aux ruminants ! »

## **De quels volumes de gaz parle-t-on ?**

**YB :** « Au niveau mondial on produit annuellement environ 50 milliards de tonnes de  $\text{CO}_2$ , dans lequel le méthane et le protoxyde d'azote représentent (en équivalent  $\text{CO}_2$ ) à peu près 14 milliards de tonnes. Pour simplifier, disons que chaque fois qu'on produit 3 kg de  $\text{CO}_2$ , un kilo supplémentaire l'est sous forme de méthane et de protoxyde d'azote dont pratiquement 0,45 kg est d'origine agricole. Rappelons que ces gaz se concentrent dans la haute atmosphère et y captent l'énergie réfléchiée par la terre, c'est l'effet de serre. Rappelons aussi, c'est moins connu, que le méthane, à quantité identique, est 25 fois plus efficace que le  $\text{CO}_2$  en terme de réchauffement. Pour le protoxyde d'azote c'est pire encore puisque la capacité de réchauffement est 300 fois supérieure à celle du  $\text{CO}_2$ . Même s'ils sont en quantité limitée, ces gaz issus de l'agriculture ont une importante capacité de nuisance sur la question du réchauffement de l'atmosphère. Ils ont cependant un mérite : en raison de sa courte durée de vie (10 ans versus 100 ans pour le  $\text{CO}_2$ ), le méthane disparaît rapidement dans la haute atmosphère. En conséquence, lorsque l'on réduit les émissions de méthane, l'impact sur les concentrations atmosphériques est rapide. »

## C'est plutôt rassurant pour la capacité de l'agriculture à agir ?

**YB :** « Oui, d'autant qu'une étude récente a montré que les émissions de gaz liées au secteur agricole étaient constantes depuis les années 1990 à 14 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>, ceci alors qu'on observe toujours depuis les années 1990 une hausse des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. En conséquence, on peut dire que les activités humaines sont la première cause du réchauffement, particulièrement la consommation d'énergie fossile et la déforestation. Tout ceci alors qu'ont quasiment doublé les rendements agricoles depuis 1970. C'est la raison pour laquelle les scientifiques caractérisent les émissions de méthane non par unité de surface ou par animal mais par kilo de lait ou par kilo de viande produit : en un demi-siècle on a réduit la production de gaz à effet de serre par kilo produit de près de 40 % ! »

## Donc tout va bien ?

**YB :** « Non ! Il reste évidemment des efforts monumentaux à faire. J'ai la chance de travailler avec des scientifiques qui mesurent les gaz à effet de serre, ils estiment que nos émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 50 % par rapport aux prévisions du protocole de Kyoto de 1997. On va donc dans le mur ! »

## Que peut faire l'agriculture pour participer à l'effort ?

**YB :** « Continuer à réduire les émissions... par kilo de viande, de lait ou d'œufs produits. »

## Comment ?

**YB :** « Il existe beaucoup de leviers à activer. D'abord on peut jouer sur l'alimentation. Si je voulais être provocateur, je dirais 'arrêtons de donner de la cellulose aux ruminants' mais ça n'a évidemment pas de sens puisque l'herbe n'est pas directement valorisable par l'homme. Par contre, les ruminants ont la capacité de la transformer en aliments digestes pour l'homme. Cela étant, l'agriculteur peut agir via la qualité des fourrages. Comparons une paille et une bonne herbe par exemple... La digestion de la première s'accompagne d'énormes émissions de méthane car c'est un substrat très difficile à assimiler. Par contre, une herbe jeune – de grande qualité – permet à l'animal de produire plus tout en réduisant les rejets de méthane par kg de lait ou de viande. C'est notamment valable dans les pays du sud où les fourrages ne sont pas de bonne qualité, mais en partie aussi chez nous.

Par ailleurs, il est possible de 'manipuler' la digestion en utilisant des plantes (des dicotylées, les feuilles de certains arbres...) connues pour contenir des molécules qui influenceront favorablement des micro-organismes facilitant la digestion tout en produisant moins de méthane. »

## Peut-on aller plus loin, en imaginant une sélection qui tienne compte de cette problématique ?

**YB :** « De manière très simple, prenons l'exemple de la vache laitière qui vit deux ans avant de produire du lait, qui fait trois lactations puis est réformée... Si la vache peut prolonger sa période de lactation d'un an ou deux, on 'dilue' dans cette production supplémentaire le méthane des deux premières années. Une attention accrue à la résistance aux maladies participe au même processus puisqu'elle allonge la durée de vie productive des animaux.

Par ailleurs, des études ont démontré que certaines vaches ont, à production égale de lait, des rejets de méthane inférieurs à d'autres. Cette capacité est héréditaire, peut être transmise à sa descendance... Ces travaux ouvrent donc la voie, à moyen terme, à une réduction de la production de méthane via la génétique. Ça reviendrait à produire des animaux comparables aux nouveaux moteurs de voiture : ils ont un très bon rendement et rejettent très peu de gaz. »

## Dès à présent, que peut faire l'agriculteur pour agir ?

**YB :** « Une cinquantaine de leviers sont déjà à sa disposition... Le plus simple, c'est la gestion des effluents d'élevage : le fumier brut émet beaucoup de méthane, par contre sa version compostée permet de réduire les émissions. Travailler la robustesse des animaux est une autre piste. Sur le plan viandeux, le choix des races est intéressant de ce point de vue : avec sa capacité à produire rapidement de la viande de qualité, le Blanc Bleu Belge présente un ratio d'émissions de méthane par kilo de viande bien moins important que d'autres races qui attendent bien plus longtemps avant de voir l'abattoir. »

## En corollaire, le risque c'est l'intensification à outrance...

**YB :** « Tout est une question de limite. Pour ce qui concerne les émissions de gaz, il ne faut pas perdre de vue que seule une forme d'intensification raisonnable apporte des améliorations en termes de rejet de méthane par kilo de viande ou de lait. »

# AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : NOMBREUX CHANGEMENTS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JUIN

Fini le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP), voici le CoDT... Le 'Code du développement territorial' est entré en vigueur en Wallonie depuis le 1<sup>er</sup> juin. Il introduit une toute nouvelle législation en matière d'aménagement du territoire et remplace évidemment l'ancien CWATUP. Qu'est ce qui change pour le monde agricole ? Beaucoup de choses... avec toutefois une constante : le CoDT veille à faciliter le déploiement d'activités de diversification en zone agricole. Tentative de synthèse.



## GÉNÉRALITÉS

A l'instar du CWATUP, le CoDT consacre la vocation naturelle de la zone agricole à recevoir les activités agricoles. Le CoDT définit ce qu'il y a lieu d'entendre par activités agricoles. La définition se veut moins extensible que celle du Code wallon de l'agriculture (notamment pour la transformation de produits agricoles par des non-agriculteurs), l'objectif étant toutefois de rester dans les limites de ce qui est aujourd'hui autorisé en zone agricole avec le CWATUP. La définition d'activités agricoles n'est dès lors pas plus large qu'actuellement mais le CoDT ouvre les possibilités d'utilisation de la zone agricole à d'autres activités notamment en y admettant les activités de diversification par l'exploitant.

## DIVERSIFICATION : TRANSFORMATION, VALORISATION OU COMMERCIALISATION

On l'a dit, l'ouverture à la diversification est une constante. C'est particulièrement le cas quand il s'agit d'apporter une

valeur ajoutée aux productions. Ainsi, le CoDT autorise désormais en zone agricole la « transformation, la valorisation ou la commercialisation des produits d'une ou plusieurs exploitations agricoles regroupées pour autant que les bâtiments et installations soient situés à proximité des bâtiments de l'unité de production agricole de l'un des agriculteurs ». Il est bien question ici de maraîchage, de boucherie à la ferme, de production de fromages, etc. Outre cette valorisation, le CoDT encourage un esprit de collaboration entre agriculteurs.

## DIVERSIFICATION : TOURISME

Le CoDT autorise désormais en zone agricole « l'hébergement touristique à la ferme, en ce compris le camping à la ferme, pour autant que les installations d'hébergement touristique soient situées à proximité des bâtiments et, le cas échéant, du logement de l'exploitation agricole ». Il en va de même pour les fermes pédagogiques au sens du Code

wallon de l'Agriculture et les fermes d'insertion sociale. Précision utile : si les actes et travaux concernent une ferme pédagogique complémentaire à l'exploitation agricole, un permis d'urbanisme peut être délivré sans dérogation à la zone agricole. Dans les autres cas, un permis d'urbanisme en dérogation au plan de secteur sera requis, dans les limites strictes des conditions du mécanisme dérogatoire.

Par ailleurs, le code encourage 'le tourisme à la ferme en ce compris les activités récréatives de l'exploitant telles que le golf fermier, les manèges ou l'aménagement de prairies pour leur location temporaire aux mouvements de jeunesse'. Par contre, les activités ci-dessus ne sont pas admises en zone agricole lorsqu'elles ne sont pas complémentaires à une activité agricole. Pas admis non plus la vente/réparation/entretien de matériel agricole, les activités de service agricole (entrepreneurs agricoles), les activités de commerce de plantes (sauf s'il est complémentaire à une activité horticole) et les entreprises d'aménagement de jardin.

## DISPENSE DE PERMIS

La réforme du CoDT adapte et élargit les conditions de dispense de permis d'urbanisme pour toute une série d'actes et travaux de minime importance pour le cadre de vie ou l'environnement. Il en va ainsi pour :

- la construction de silos de stockage en tout ou en partie enterrés pour autant que le niveau supérieur des murs de



soutènement n'excède pas de deux mètres le niveau du relief naturel du sol ;

- l'établissement d'une dalle de fumière (à 20 mètres minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant, à trois mètres minimum des limites mitoyennes et dont la hauteur ne dépasse pas du relief naturel du sol de plus de deux mètres) ;
- la pose de citernes de récolte ou de stockage d'eau ou d'effluents d'élevage, en tout ou en partie enterrées, ou le placement de poche à lisier (à 20 mètres minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant et en dehors de la zone d'habitat, à dix mètres minimum de tout cours d'eau navigable ou non navigable, à trois mètres minimum du domaine public...) ;
- le placement de serres-tunnels destinées à la culture des plantes agricoles ou horticoles et qui sont enlevées après la récolte ;
- l'agroforesterie en tant que mode d'exploitation des terres agricoles associant des plantations ligneuses à des cultures ou des pâturages ;
- le placement d'une structure destinée à l'hébergement touristique dans un terrain de camping à la ferme autorisé en vertu du Code wallon du Tourisme (pour autant que l'occupation soit temporaire ou saisonnière, que la structure soit démontable, transportable ou dont l'appui au sol assure la stabilité, que la superficie n'excède pas 50 m<sup>2</sup> par unité, qu'on ne compte pas plus de six unités).

## ENERGIE VERTE

Le CoDT autorise l'installation d'une unité de biométhanisation en milieu agricole moyennant le respect de certaines conditions : une seule unité par propriété, unité alimentée par les résidus de culture et les effluents d'élevage produits par plusieurs exploitations agricoles, compatible avec le voisinage. Dans le même esprit, le CoDT autorise la construction d'une éolienne domestique par propriété (maximum 24 mètres de haut) ainsi que le placement de panneaux solaires ou photovoltaïques sur le bâtiment ou au sol à l'arrière du bâtiment par rapport à la voirie.

## CULTURE INTENSIVE D'ESSENCES FORESTIÈRES

La culture intensive d'essences forestières est autorisée à condition qu'elle serve à la production de biomasse ou de bois d'énergie encadrée. Des conditions s'appliquent : période de culture inférieure à 12 ans, plantation sur un terrain contigu à un bois, un boqueteau ou une forêt existante (sauf si le projet est supérieur à trois hectares), aucune modification du relief du sol ou drainage, projet réversible (retour à une vocation agricole en fin de culture).

## PETITS ABRIS POUR ANIMAUX

La construction de petits abris pour animaux est autorisée en zone agricole moyennant le respect de certaines conditions : superficie de 60 m<sup>2</sup> maximum (+ 15 m<sup>2</sup> pour le stockage de l'alimentation), un seul abri par propriété, volume simple sans étage, élévations en bois. Bon à savoir : une dispense de permis est possible pour un petit abri pour animaux ou pour les ruches à certaines conditions.

## LES MARES

L'aménagement de mares est autorisé puisqu'elles contribuent à améliorer la biodiversité et contribuent au maintien de l'équilibre écologique. Certaines conditions doivent cependant être respectées : maximum 10 ares de superficie et deux mètres de profondeur, contour irrégulier, zone tampon non-exploitée ou exploitée de manière extensive.

## SAPINS DE NOËL

La culture de sapins de Noël est désormais admise en zone forestière moyennant le respect d'une série de conditions (dont la professionnalisation de l'activité). En zone d'habitat, en zone agricole et en zone forestière, elle n'est soumise à permis d'urbanisme que si elle entre dans un des cas de figure suivants :

- soit l'exploitation a lieu en dehors du cadre d'une activité professionnelle ;
- soit le projet implique une modification du relief du sol ou un drainage ;
- soit le projet porte sur un terrain situé dans le périmètre d'un point de vue remarquable, dans un périmètre

d'intérêt paysager, dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans un site Natura 2000 ;

- soit le projet est situé dans un site de grand intérêt biologique repris sur le portail cartographique du SPW ;
- soit, pour la culture en zone de sapins en zone forestière, le projet ne respecte pas les conditions y relatives.

En clair, à défaut d'entrer dans un de ces cas de figure ci-dessus, la culture de sapins peut être entamée sans permis. Subsiste cependant une obligation de déclaration préalable au collège communal (qui lui permettra de calculer avec précision le terme de la culture qui ne peut excéder 12 ans).

## BON À SAVOIR

Le CoDT assouplit le régime des infractions urbanistiques. Il intègre la prescription pour une liste d'infractions non fondamentales dont le maintien n'est plus constitutif d'une infraction au terme d'un délai de 10 ans après l'achèvement des travaux. Idem pour les travaux litigieux exécutés avant le 21 avril 1962. A titre d'exemple, on peut citer la réalisation d'un auvent sans permis en extension d'un hangar agricole autorisé, pour autant que : la hauteur du faîte de l'auvent soit inférieure à celle sous corniche du hangar ; que le hangar présente un tel auvent sur une seule de ses élévations ; que l'auvent présente une profondeur maximale de sept mètres mesurés à partir de l'élévation du hangar. Ces mesures mettent de facto les nouveaux propriétaires à l'abri de vieux litiges qui pourraient ressurgir après l'acquisition d'un bien alors qu'ils n'ont pas réalisé les travaux en cause.

# DETTES OU GESTION DIFFICILE... FINAGRI PEUT VOUS AIDER

**Stress grandissant face à l'échéancier des dettes, réserves financières largement entamées ou épuisées, privations grandissantes imposées au ménage, fournisseurs agacés par vos retards de paiement...**



**L**e stress lié aux aspects financiers d'une exploitation fait désormais partie du quotidien de nombreux agriculteurs. Il contribue au sentiment d'épuisement professionnel mis en lumière dans le secteur voici déjà de nombreuses années. « Au début des années 2000, on estimait, explique l'asbl Agricall qui assure un soutien aux agriculteurs en difficulté, que 30 % de la population agricole wallonne était confrontée à un niveau d'épuisement professionnel élevé et que les risques d'accidents et de maladies professionnelles en faisaient un des cinq secteurs les plus dangereux. »

Les crises successives dans les secteurs de l'élevage, du lait et de certaines grandes cultures n'ont rien arrangé, et certainement pas du point de vue financier. Raison pour laquelle la Wallonie a confié une nouvelle mission à Agricall : accompagner, à travers la nouvelle cellule d'appui 'Finagri', les agriculteurs en proie à de difficultés financières.

« Les crises agricoles successives ont fragilisé bon nombre d'exploitations. Celles-ci n'ont plus de réserves pour pouvoir surmonter une nouvelle période difficile. Par ailleurs, les dettes envers les fournisseurs ont augmenté fortement et atteignent des sommets, commente

Laurence Leruse, coordinatrice d'Agricall. Sans compter que « les institutions financières, confrontées à des normes de plus en plus contraignantes, sont plus exigeantes et disposent de moins de flexibilité pour leur activité de crédit. Ces éléments diminuent fortement les marges de manœuvres pour trouver des pistes de solutions comme restructurer une dette ».

C'est précisément à ce niveau que la création de Finagri trouve tout son sens. Son équipe multidisciplinaire intervient de manière ponctuelle pour conseiller les agriculteurs wallons, trouver des solutions concrètes aux problèmes qu'ils rencontrent et les guider dans leurs choix afin qu'ils puissent faire face aux difficultés conjoncturelles.

La cellule travaille en étroite collaboration avec l'agriculteur et les acteurs qui gravitent autour de la ferme (comptables, vétérinaires, nutritionnistes, associations professionnelles, etc.). Au-delà de l'analyse de la situation, elle joue, si nécessaire, un rôle de médiateur de dettes avec les banques et les fournisseurs, conseille l'agriculteur dans sa gestion quotidienne et dans ses investissements... Elle privilégie les solutions 'à l'amiable', de type 'gagnant-gagnant'. Et ceci en toute discrétion.



**Vous vous sentez concernés ?**

**Contactez Finagri avant qu'il ne soit trop tard.**

**081 22 43 85 ou**

**[www.agricall.be/finagri](http://www.agricall.be/finagri)**

# BRÈVES

## Libramont

Nous sommes tous des enfants de la Terre



Plus d'actualités et  
d'événements sur

[agriculture.wallonie.be](http://agriculture.wallonie.be)

## FOIRE DE LIBRAMONT, DU 28 JUILLET AU 2 AOÛT : VULGARISER ET INNOVER

L'enjeu climatique sera au cœur de la 83<sup>e</sup> édition de la Foire, qui se déroulera autour du thème 'Cultivons le climat'. Ce thème sera décliné tout au long de la Foire en collaboration étroite avec l'Agence wallonne de l'air et du climat (Awac) et les différents services du SPW Agriculture. « Libramont veut être un espace de solutions pour les secteurs agricoles et forestiers et un espace de dialogue de ces secteurs avec les consommateurs. » Un espace où l'on compte sur les exposants pour présenter les solutions susceptibles d'aider les agriculteurs à faire face aux changements climatiques avec sérénité. Un espace aussi où la pédagogie face au grand public tient une place de choix : « Pour l'informer qu'en consommant local, il fait du bien au climat. »

Une fois de plus, outre l'activité commerciale, la Foire sera un haut lieu de la réflexion et de la vulgarisation et, pourquoi pas, le réceptacle d'idées nouvelles.

## BIENVENUE SUR LE NOUVEAU PORTAIL DE L'AGRICULTURE

Le SPW Agriculture a une nouvelle identité... en ligne. Un site complètement relifté qui donne accès à l'ensemble de l'information professionnelle en quelques clics. L'ancienne version très administrative a fait place à des pages web bien plus conviviales et aérées tout apportant des informations directement utiles à la profession.

A découvrir sur [agriculture.wallonie.be](http://agriculture.wallonie.be)

## CALAMITÉS AGRICOLES

Fin mars dernier, le Parlement de Wallonie a adopté le décret relatif aux calamités agricoles. La Wallonie dispose désormais d'un texte adapté aux spécificités de son agriculture ainsi qu'à l'évolution des règlements européens. Une réforme indispensable qui intègre deux objectifs majeurs : une simplification administrative globale ainsi qu'un processus accéléré dans le traitement des demandes. C'est la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat qui a entériné le transfert vers les régions de cette compétence autrefois détenue par le pouvoir fédéral. Toutefois, les principes généraux de la loi de 1976 sont toujours d'actualité, à savoir : la reconnaissance du caractère exceptionnel de la calamité, l'intervention solidaire et supplétive de la Région, ou encore les méthodes de calcul d'indemnisation. Les biens agricoles indemnisables restent similaires : les terres, les cultures, les récoltes ainsi que les animaux de rentes.

Pour être reconnu comme calamité agricole, l'événement doit présenter un caractère exceptionnel. Trois cas peuvent se présenter. **Un** : un phénomène naturel de caractère ou d'intensité exceptionnels. **Deux** : l'action massive et imprévisible d'organismes nuisibles ayant provoqué des destructions importantes et généralisées aux terres, cultures et récoltes. **Trois** : la maladie ou l'intoxication de caractère exceptionnel ayant provoqué des pertes importantes et généralisées dans les élevages.

Le nouveau texte balise clairement les procédures de reconnaissance et d'indemnisation des victimes d'une calamité agricole. Pour mémoire, ont déjà été reconnues comme calamités agricoles les sécheresses, les pluies incessantes, les tempêtes, les inondations, ...



